

# || FUKUSHIMA, UN AN APRÈS ||

**Conférence publique exceptionnelle  
lundi 5 mars 2012  
18h30-20h30**

Salle Jean-Dame  
17, rue Léopold Bellan  
75002 PARIS  
M Sentier



**Les Verts | ALE**  
au Parlement européen

## **EN PRÉSENCE DE**

**Eva JOLY**, candidate à l'élection présidentielle

**Michèle RIVASI**, députée européenne, EELV

**Eisaku SATO**, ancien gouverneur de la préfecture de Fukushima

**Aileen MIOKO SMITH**, membre du conseil de l'ONG Green Action

**Hiroko AIHARA**, journaliste reporter, spécialiste de la catastrophe de Fukushima

**Denis BAUPIN**, adjoint au maire de Paris, EELV

Le 11 mars 2011, le nord-est du Japon a été dévasté par un séisme de magnitude 9 sur l'échelle de Richter. Le raz de marée qui a suivi a touché la centrale de Fukushima-Daiichi, provoquant la plus grave catastrophe nucléaire jamais connue depuis celle de Tchernobyl.

**A quelques jours de ce terrible anniversaire, Eva JOLY reçoit dans le cadre de sa campagne présidentielle, avec sa porte-parole Michèle RIVASI une délégation venue spécialement du Japon. L'occasion, pour les citoyens français, de partager le souvenir de la tragédie avec eux, et pour la candidate, de rappeler que l'énergie nucléaire ne peut pas être envisagée, en France et dans le monde, comme une technologie fiable.**

## EN SAVOIR PLUS SUR LES INTERVENANTS



**Eisaku SATO**  
Ancien gouverneur  
(préfet) de la  
préfecture de  
Fukushima

Entre 1988 et 2006, Eisaku Sato a été le gouverneur de la préfecture de Fukushima.

Entre 2002 et 2006, des employés de la centrale de Fukushima Daiichi rapportent au bureau de la préfecture pas moins de 21 problèmes concernant le fonctionnement de la centrale.

De plus en plus critique envers le nucléaire, la préfecture de Fukushima publie « Que pensez-vous de la Politique énergétique au Japon? Question de Fukushima, une préfecture qui fournit de l'électricité ». Par le biais de ce rapport sans précédent, le préfet demande au gouvernement japonais de revoir la politique de la nation en matière d'énergie nucléaire.

Début 2005, l'hebdomadaire "Aera" et le quotidien national Yomiuri publient un article reprochant à M. Sato un trafic d'influence dans la vente d'un terrain appartenant à l'entreprise de son frère (dont M. Sato était l'actionnaire majoritaire) dans le cadre de travaux sur un barrage. En 2006 il décide de démissionner de son poste de gouverneur et est mis en examen. Sans preuves réelles d'accusation, l'ancien préfet est tout de même jugé coupable. En 2009, la cour d'appel a reconnu qu'aucune corruption n'avait eu lieu, mais a confirmé le verdict de culpabilité. M. Sato est actuellement en appel devant la Cour suprême. Il a écrit un livre pour clamer son innocence dans lequel il décrit comment le lobby du nucléaire, dont le gou-

vernement, a tout fait pour le démettre de ses fonctions lorsqu'il a commencé à critiquer l'énergie nucléaire.

Après l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi causé par le tremblement de terre du 11 mars 2011, il écrit « des erreurs humaines sont à l'origine de cette catastrophe ». Il critique depuis les choix des administrations gouvernementales et la Commission de sûreté nucléaire, devenu leader de la contestation, et son livre est devenu un best-seller



**Aileen MIOKO SMITH :**  
Journaliste de  
l'environnement  
Directeur exécutif,  
Green Action  
(Kyoto, Japon)

Née en 1950  
MPH, l'Université de Columbia

Aileen Mioko Smith est co-auteur, avec W. Eugene Smith de Minamata, d'un livre sur la pollution au mercure au Japon. (Nominée au National Book Award en 1976). Elle joue un rôle actif dans le mouvement anti-nucléaire au Japon depuis 1982, après avoir enquêté pendant un an auprès de résidents vivant à proximité de Three Mile Island. Elle est co-fondateur des campagnes « Stop the Monju » et « Stop déchets nucléaires ».

Depuis 1991 elle est directrice générale de l'ONG Green Action, dont la mission est notamment de mettre fin à l'énergie nucléaire au Japon. Aileen s'oppose au redémarrage de centrales nucléaires japonaises, et soutient activement les victimes de Fukushima. Elle s'attache à transmettre les informations au sujet de Fukushima à l'étranger.